

# Note économique

N° 128

SEPTEMBRE/OCTOBRE 2009

---

**NON, LA CRISE N'EST PAS TERMINEE.  
POUR EN SORTIR, LES ENTREPRISES ONT AUSSI  
LEUR RESPONSABILITE**

la  
cgt

Centre confédéral d'études économiques et sociales

# S O M M A I R E

<b>La crise n'est pas terminée .....</b>	<b>4</b>	<b>Pour sortir de la crise, les entreprises ont aussi leur part de responsabilité.....</b>	<b>8</b>
<i>Les entreprises diminuent leurs investissements et liquident leurs stocks .....</i>	<i>4</i>	<i>En 2008, les entreprises disposaient de presque 750 milliards d'euros. Qu'est-ce qu'elles en ont fait ? .....</i>	<i>8</i>
<i>Il faut renforcer la demande intérieure .....</i>	<i>5</i>	<i>La masse salariale représente environ deux tiers de la valeur ajoutée .....</i>	<i>8</i>
<i>La consommation des ménages se maintient grâce à la protection sociale .....</i>	<i>6</i>	<i>Les dividendes versés aux actionnaires sont supérieurs à l'investissement productif.....</i>	<i>9</i>
<i>Les entreprises améliorent leur taux de marge .....</i>	<i>6</i>	<i>Le recours aux marchés financiers renchérit le coût de financement.....</i>	<i>10</i>
<i>L'emploi diminue encore, même hors intérim.....</i>	<i>6</i>	<i>Les investissements financiers sont toujours dynamiques .....</i>	<i>10</i>
<i>La baisse de l'emploi se poursuit dans l'industrie .....</i>	<i>6</i>	<b>Conclusion .....</b>	<b>11</b>
<i>L'emploi dans le tertiaire hors intérim diminue de nouveau, mais se stabilise dans l'intérim .....</i>	<i>6</i>		
<i>Le chômage poursuit sa hausse.....</i>	<i>7</i>		

Le produit intérieur brut aurait augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre 2009, après quatre trimestres consécutifs de baisse. Le gouvernement s'est précipité pour annoncer que la crise était finie et que la reprise était enfin là.

Pour des centaines de salariés qui avaient perdu le jour même de cette annonce, la réalité était hélas différente. Car pour eux la vraie reprise se mesure en termes d'emploi et de salaires.

Non, la crise n'est pas terminée ! Il y a urgence à définir des réformes structurelles.

Si, grâce à l'injection des milliards d'euros d'argent public, les difficultés ont été de courte durée pour les banques et les institutions financières, ses conséquences dévastatrices sont hélas encore devant nous en termes d'emplois et de rémunérations : hausse du chômage, stagnation voire baisse des salaires, mise en cause des retraites et des droits sociaux...

Grâce à l'argent public, les Bourses mondiales remontent de nouveau, à l'instar de Wall Street et de la Bourse de Paris. Des sommes gigantesques sont payées aux spécialistes de la spéculation sur les marchés, les fameux traders. Après le scandale de la BNP-Paribas qui a provisionné 1 milliards d'euros au titre des bonus des traders, les financiers de Wall Street veulent distribuer 140 milliards de dollars de bonus à leurs spécialistes. Les discours moralisants, à l'instar du communiqué du G20, n'ont pas de valeur tant que des mesures ne sont pas prises pour réellement réguler les marchés.

Cette crise est bien une crise du système. Les aménagements annoncés par le gouvernement, ne sont pas à la hauteur. Pour sortir de cette crise, nous avons besoin des mesures structurelles.

Il s'agit bien de chercher collectivement des issues avec les salariés et les citoyens, en rassemblant tous les potentiels, en rassemblant toutes les forces qui veulent changer profondément les choix tant de politique économique que de gestion des entreprises.

La Cgt explique depuis déjà très longtemps que la crise en cours résulte des années de la récession sociale. La vraie reprise nécessite de mettre fin à la régression sociale, de revaloriser le travail, de promouvoir l'emploi et l'investissement productif.

Cela suppose aussi de favoriser une nouvelle conception de la démocratie dans laquelle grâce à

l'intervention des salariés et citoyens, les choix politiques et de gestion seront fondés prioritairement sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux.

Cela implique également de mobiliser autrement le système financier et les fonds disponibles au service de l'emploi, formation et investissement productif.

Cela implique enfin de reconnaître aux salariés et leurs représentants de nouveaux droits d'intervention sur les choix stratégiques.

## La crise n'est pas terminée

Le produit intérieur brut (PIB) est composé de la consommation, de l'investissement et des exportations nettes d'importations. L'évolution de chaque composante marque celle du PIB dans son ensemble. C'est ce qu'on appelle « contribution » de chacune de ces composantes à la croissance du PIB.

Pour rendre compte de l'activité économique, l'Insee publie régulièrement des données concernant l'évolution trimestrielle du PIB. Ces chiffres donnent une idée de l'évolution générale de l'économie, mais elles ne sont pas définitives ; ils peuvent être révisés à la baisse comme à la hausse. Ainsi, l'estimation de la croissance du PIB au premier trimestre 2009 a-t-elle été révisée à la baisse (-1,4 %, contre -1,3 % prévu précédemment).

### Les entreprises diminuent leurs investissements et liquident leurs stocks

La légère hausse du PIB au deuxième trimestre repose principalement sur l'amélioration du solde du commerce extérieur. Les exportations ont augmenté (+0,7 % après -7,4 % au premier trimestre), tandis que les importations continuaient de diminuer, mais moins fortement qu'au premier trimestre (-2,1 % après -5,9 %).

La consommation a connu une légère hausse (+0,2 % après +0,1 % au premier trimestre). Cette légère amélioration ne s'explique ni par une amélioration de l'emploi, ni par celle des salaires. Elle s'explique principalement par l'existence des mécanismes de protection sociale (pension de retraite, indemnité du chômage, etc.). Mécanismes

qui font précisément l'objet d'attaques systématiques des libéraux.

En effet, l'une des leçons à tirer de ces évolutions est que le développement de la protection sociale permet à la fois de répondre aux attentes de la population et de créer des « amortisseurs » permettant d'atténuer les chocs, surtout au moment de crises.

Quant à l'investissement des entreprises, il continue de diminuer, mais dans une moindre mesure (une baisse de 0,9 % après -2,6 % au premier trimestre).

**Tableau 1 - Evolution trimestrielle du produit intérieur brut (en %)**

	3° trim. 2008	4° trim. 2008	Année 2008	1er trim. 2009	2° trim. 2009	Acquis* 2009
PIB	-0,3	-1,4	0,3	-1,4	0,3	-2,5
Importations	0,3	-3,3	0,6	-5,9	-2,1	-9,9
Dépenses de consommation, ménages	0,2	0,1	0,9	0,1	0,2	0,5
Dép. consom., administrations publiques	0,6	0,3	1,1	0	0,6	1,1
Investissement total (Entreprises et ménages)	-1,2	-2,5	0,4	-2,6	-0,9	-6
entreprises	-0,6	-2,8	2,4	-3,7	-0,7	-6,8
ménages	-2,8	-2,6	-1,4	-1,9	-1,8	-6,7
administrations publiques	-1,3	-1,6	-4,5	-0,9	0,3	-3,2
Exportations	-0,6	-6,1	-0,6	-7,4	0,7	-12

\*Acquis 2009 signifie que si rien ne change au cours des deux prochains trimestres 2009, à la fin de l'année, on aura une croissance négative, une décroissance du PIB de 2,5 %.

Selon l'enquête investissement auprès des industriels, en 2009, l'investissement des entreprises devrait reculer très fortement (-7,1 %) : les entreprises annoncent une forte baisse de leurs projets.

## Il faut renforcer la demande intérieure

En termes de contribution de chaque composante du PIB à la croissance, on constate que le commerce extérieur a fortement contribué à la reprise du deuxième trimestre (+0,8). La contribution de la demande intérieure est positive, mais marginale (+0,1). En revanche, les « variations de stocks » contribuent encore négativement à la croissance du PIB (-0,6 point après -0,7 point au premier trimestre 2009). Autrement dit, les entreprises utilisent les stocks existants plus qu'elles ne produisent.

**Tableau 2 - Contribution de la demande intérieure et du commerce extérieur à l'évolution du PIB (en %)**

	3° trim. 2008	4° trim. 2008	Année 2008	1er trim. 2009	2° trim. 2009	Acquis* 2009
Demande intérieure	0	-0,4	0,9	-0,5	0,1	-0,8
Variations de stocks	0	-0,4	-0,3	-0,7	-0,6	-1,5
Commerce extérieur	-0,2	-0,7	-0,3	-0,2	0,8	-0,3

La dépendance de la reprise économique en France, de la performance du commerce extérieur n'est pas de bon augure. En effet, pratiquement toutes les économies développées se trouvent dans la même situation : la demande intérieure est faible. Dans un tel contexte, chacun essaie de gagner des parts de marchés à l'extérieur. Il en résulte une intensification de la concurrence au niveau mondial, dont les conséquences peuvent être très lourdes pour le monde du travail. Les directions d'entreprises vont accentuer la pression sur les salariés pour augmenter la productivité et gagner en compétitivité. Cela pourrait se traduire aussi par des pressions accrues sur les sous-traitants, comme par une accélération des délocalisations.

L'intensification de la concurrence et la bataille pour la compétitivité amplifient aussi les tensions monétaires. La tentation d'utiliser la valeur de la monnaie nationale pour améliorer la compétitivité des entreprises et gagner des parts de marchés risque alors de s'amplifier. Elle est déjà très forte aux Etats-Unis : la baisse de la valeur du dollar – notamment par rapport à l'euro – qui résulte de

l'existence d'un énorme déficit budgétaire et d'un gigantesque déficit du commerce extérieur, permet aux entreprises américaines d'améliorer leur compétitivité. Ce point majeur était pourtant absent dans le G20 de Pittsburgh.

Dans de telles conditions, le meilleur moyen d'améliorer les perspectives de la croissance économique est bien de renforcer les ressorts internes, c'est-à-dire la demande intérieure qui a trois composantes majeures :

1°) la demande de consommation des ménages ; son accélération suppose hausse de l'emploi et des salaires ;

2°) l'investissement des entreprises ;

3° les dépenses publiques notamment pour améliorer le potentiel productif du pays en termes des capacités humaines et des infrastructures.

### **La consommation des ménages se maintient grâce à la protection sociale**

Le revenu disponible brut des ménages aurait augmenté de 1,1 % au deuxième trimestre 2009, après une stabilité au premier trimestre. Cette hausse ne résulte pas de celle de la masse salariale qui a stagné au deuxième trimestre (après un premier trimestre en baisse de 0,7 %). Elle s'explique par une vive accélération des prestations sociales (+3,0 %, après +0,6 % au premier trimestre).

Le prix à la consommation était stable au deuxième trimestre (après -0,4 % au premier trimestre). Par conséquence, selon l'Insee, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages aurait progressé de 1,1 % au deuxième trimestre (après +0,4 % au premier trimestre).

Il faut préciser qu'il s'agit là de l'évolution en moyenne qui peut résulter des situations complètement différentes. Compte tenu de la dégradation de la situation de l'emploi, on peut affirmer que certains ménages ont vu leur pouvoir d'achat stagner voire baisser. C'est ce qui se produit généralement lorsqu'on perd son emploi. Or, au deuxième trimestre le chômage a encore augmenté et l'emploi diminué (voir le point 1.7).

A l'appui de ce constat, on notera que le taux d'épargne des ménages a sensiblement augmenté au deuxième trimestre. Au deuxième trimestre 2009, l'épargne représente 16,7 % du revenu disponible des ménages, contre 16 % au premier trimestre. Le taux d'épargne financière progresse

plus fortement encore, s'établissant à 7,4 %, après 6,4 %. On peut considérer que ces évolutions concernent essentiellement les ménages à revenu élevé.

### **Les entreprises améliorent leur taux de marge**

La valeur ajoutée des sociétés non financières (SNF) augmente légèrement au deuxième trimestre (+0,5 % après une baisse de 1,6 % au premier trimestre). La masse salariale (y compris les cotisations sociales à la charge des employeurs) se stabilise, après une baisse de 1,5 % au premier trimestre.

Dans un contexte où la valeur ajoutée n'augmente que légèrement et où la masse salariale stagne, les entreprises améliorent leur taux de marge de 0,2 point. Il est à présent égal à 30,4 % de la valeur ajoutée.

### **L'emploi diminue encore, même hors intérim**

L'emploi salarié des secteurs principalement marchands, est en baisse depuis plus d'un an. Au deuxième trimestre 2009, le nombre de personnes en emploi dans les secteurs marchands a baissé de 113 700. Cette baisse est, pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2008, entièrement imputable aux secteurs hors intérim.

Selon les prévisions de l'Insee, l'emploi va diminuer de près de 420 000 en 2009. Les secteurs marchands non agricoles perdraient près de 500 000 postes. L'emploi baisserait nettement dans l'industrie et dans la construction et le tertiaire marchand.

#### *La baisse de l'emploi se poursuit dans l'industrie*

La forte baisse de l'emploi a commencé dans l'industrie au quatrième trimestre 2008 et se prolonge.

Au deuxième trimestre 2009, l'emploi industriel baisse encore de 52 200 postes. Ce qui porte le nombre de suppressions de postes dans l'industrie à 143 800 en un an.

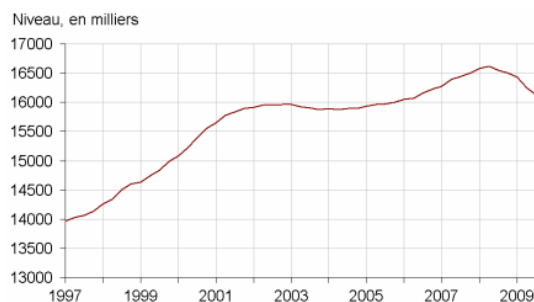
#### *L'emploi dans le tertiaire hors intérim diminue de nouveau, mais se stabilise dans l'intérim*

Les effectifs dans l'intérim se stabilisent au deuxième trimestre (+0,6 %) après deux trimestres de très fortes baisses (-27,0 % entre le troisième trimestre 2008 et le premier trimestre 2009). Ces

salariés sont comptés dans le tertiaire, même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou dans la construction.

Hors intérim, l'emploi continue de diminuer dans le tertiaire (-0,6 % après -0,5 % au premier trimestre).

### L'emploi salarié diminue dans les secteurs marchands



Source(s) : Insee, estimations d'emploi

Tableau 3 - L'emploi ne cesse de diminuer\*

En milliers de postes	Evolution sur 3 mois		Evolution sur un an	Niveau, 2° trim. 2009
	2009		2° trim. 2009/2° trim. 2008	
	1er trim.	2° trim.		
Ensemble des secteurs	-178,7	-106,8	-381	17 979,1
Secteurs principalement marchands	-185,9	-113,7	-421,6	16 131,5
Industrie	-48,3	-52,2	-143,8	3 412,1
dont industrie manufacturière	-50	-52	-145,8	3 040,1
Construction	-13,3	-11,3	-27	1 456,5
Tertiaire	-124,4	-50,2	-250,8	11 262,9
dont intérim	-87,3	2,5	-177,7	436,6
Secteurs principalement non marchands	7,2	6,9	40,6	1 847,6

\*Emploi salarié dans les secteurs concurrentiels.

### Le chômage poursuit sa hausse

Le taux de chômage est nettement reparti à la hausse à partir du deuxième trimestre 2008.

Au sens du BIT, qui ne tient compte que d'une partie de la réalité du chômage, le taux de chômage est de 9,9 % au mois d'août, contre 7,8 % un an plus tôt.

Au mois d'août, 2,5 millions de personnes cherchaient activement un emploi à temps plein (ce que le pôle emploi appelle maintenant « catégorie A »). Environ 492 000 personnes ayant un emploi temporaire de très court terme (catégorie B) et 655 000 ayant un emploi temporaire (catégorie C) cherchaient aussi activement un emploi. Au total, 3,7 millions de personnes étaient donc activement à la recherche d'un emploi.

En un an, pour la catégorie A, le chômage a augmenté de 17,3 % parmi les femmes et de 34,5 % parmi les hommes.

Le chômage des jeunes a aussi augmenté de 34 % en un an.

Tableau 4 – Une forte hausse du chômage\*

	Nombre en milliers	Hausse en un an
Femmes	1857	13
Hommes	1843	28
moins de 25 ans	634	30
25 à 49 ans	2449	18
50 ans et plus	617	20

\*Catégories A+B+C.

Compte tenu des pertes d'emploi encore importantes, le chômage risque d'augmenter encore dans les prochains mois, même si l'Unedic se montre plus optimiste que l'Insee. Selon l'Unedic, il y aura cette année 2009 nous aurons 413 000 destructions d'emplois et 509 000 chômeurs supplémentaires (avant l'été, il prévoyait 591 000 postes détruits et 639 000 chômeurs supplémentaires).

L'accélération des plans de licenciement et la dégradation de la situation de l'emploi et du chômage confirment l'urgence de la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle pour protéger les travailleurs, comme le revendique la Cgt.

## Pour sortir de la crise, les entreprises ont aussi leur part de responsabilité

La gravité de la crise a focalisé le débat sur le rôle et la responsabilité de la puissance publique. C'est compréhensible ; mais cela ne doit pas conduire à omettre la responsabilité des entreprises.

C'est finalement dans l'entreprise que l'activité économique se concrétise, que les investissements sont réalisés, que les emplois sont créés ou supprimés, que les salaires et les conditions de travail sont déterminés, que certains droits sont respectés ou pas respectés. Il est donc indispensable de revoir la stratégie des entreprises.

L'une des dimensions des problèmes concerne la question de l'usage des fonds. Il s'agit de savoir comment les entreprises utilisent les moyens financiers qui sont à leur disposition, tant en ce qui concernent les ressources qui sont dégagées dans l'entreprise que celles qui proviennent de l'extérieur.

En toile de fond, l'enjeu est de donner aux salariés et à leurs représentants des outils pour peser sur les choix stratégiques de telle sorte que l'usage des fonds favorise l'emploi, la formation, le salaire, l'investissement productif, la recherche et l'innovation, les coopérations. Bref, il s'agit de mieux utiliser les fonds pour renforcer le potentiel productif du pays pour satisfaire les besoins humains fondamentaux.

Or, l'examen de l'usage des fonds en 2008 montre que les entreprises continuent de privilégier la rémunération des actionnaires aux dépens de l'emploi, des salaires et de l'investissement productif.

### En 2008, les entreprises disposaient de presque 750 milliards d'euros. Qu'est-ce qu'elles en ont fait ?

Les sociétés non financières, autrement dit les entreprises industrielles et de services hormis les institutions financières (banques, assurances, mutuelles) et les entreprises individuelles, ont disposé en 2008, de 748 milliards d'euros (cela représente plus de deux fois le budget de l'Etat).

Cette somme résulte de quatre sources majeures :

1°) les revenus issus de la production,

2°) les revenus financiers, c'est-à-dire les recettes issues des actifs financiers (actions et obligations pour l'essentiel) détenus par ces entreprises,

3°) les crédits bancaires ;

4°) enfin, l'émission de nouveaux titres financiers (actions et obligations).

**Tableau 5 - Ressources disponibles des entreprises en 2008**

(Montants en milliards d'euros)

Revenus issus de la production nets d'impôts et subventions	248
Revenus financiers	255
Crédits nouveaux nets de remboursements	44
Titres émis	186
Autres	15
Total	748

### La masse salariale représente environ deux tiers de la valeur ajoutée

La valeur ajoutée, rappelons-le, est la richesse nouvelle créée grâce au travail humain. Ni les machines, ni les matières premières ne créent de la valeur, de la richesse nouvelle. Elles transmettent seulement leur valeur. Les valeurs ainsi transmises sont appelées « consommation intermédiaire ».

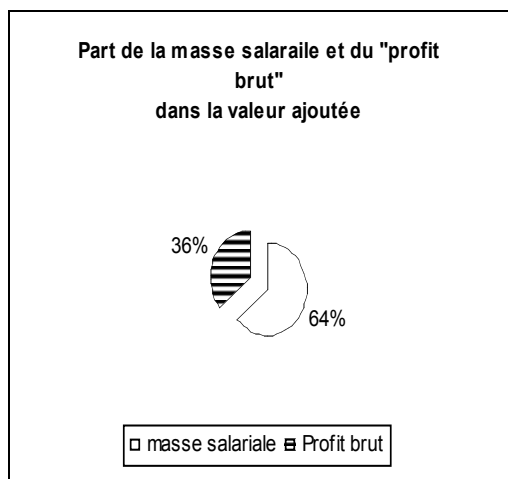
La valeur ajoutée est donc la différence entre la production et la consommation intermédiaire.

**Tableau 6 - La valeur ajoutée des sociétés non financières en 2008**

(Montants en milliards d'euros)

Production au prix de base	2532
Consommation intermédiaire	1540
Valeur ajoutée brute	992
Masse salariale	635
dont: salaire brut	489
cotisations sociales patronales	146

La valeur ajoutée sert en premier lieu à rémunérer la force de travail. Cela correspond, en France, au salaire brut et aux cotisations sociales dites patronales. La somme des deux constitue la masse salariale. Elle est à peu près égale à deux tiers de la valeur ajoutée. Le reste, ce qui reste de la richesse nouvelle une fois la force de travail rémunérée, peut être considéré comme du « profit brut ».



Historiquement, la part des salaires dans la valeur ajoutée a eu une tendance à la hausse jusqu'en 1982, l'année où elle a atteint 72 %. Elle a fortement chuté dans les années suivantes pour descendre à 63 % en 1989. Depuis elle oscille autour de ce 63 %.

Il est important de souligner qu'aujourd'hui la part des salaires, de la masse salariale, dans la valeur ajoutée est plus basse que dans les années 1950-1960.



Il convient de souligner que la relative stabilité de la part des salaires dans la valeur ajoutée depuis 1990 et la légère hausse des années récentes cache en fait une inégalité croissante des revenus salariaux qui s'explique par la très forte hausse des hauts salaires et rémunérations (primes et bonus)<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voir « Le partage de la valeur ajoutée, un enjeu revendicatif (à propos du rapport Cotis) » *Note économique* n°126, mai/juin 2009.

### Les dividendes versés aux actionnaires sont supérieurs à l'investissement productif

En 2008, les sociétés non financières ont distribué à leurs propriétaires, principalement sous la forme des dividendes, une somme de 242 milliards d'euros ; en comparaison, elles ont investi 212 milliards d'euros dans les moyens de production. L'écart aura été donc de 30 milliards d'euros au bénéfice des actionnaires.

Ces sociétés ont aussi versé 109 milliards d'euros au titre de l'intérêt de leurs emprunts.

La somme des prélèvements financiers (intérêts et dividendes versés) aura donc été de 359 milliards d'euros, soit plus de la moitié (56 %) de la masse salariale.

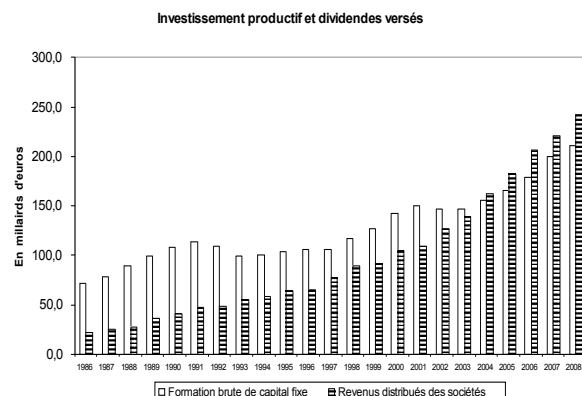
Si par exemple, on réduisait de moitié le montant des dividendes versés aux actionnaires, on dégagerait 120 milliards d'euros, de quoi investir et accroître la masse salariale, donc l'emploi et les salaires.

**Tableau 7 - Prélèvements financiers supérieurs à l'investissement productif**

(En milliards d'euros)

<b>Total</b>	<b>359</b>
Intérêt	109
Revenus distribués	242
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers	5
Revenus des terrains et gisements	3
<b>Pour mémoire: Investissement productif</b>	<b>212</b>

Cet état de fait, qui dure déjà depuis plusieurs années, est sans aucun doute un élément explicatif de la faiblesse de l'emploi et du potentiel productif en France.





## Le recours aux marchés financiers renchérit le coût de financement

La hausse considérable des dividendes versés aux actionnaires s'explique par le changement du mode de financement des entreprises depuis le milieu des années 1980.

Avant ce changement, le mode principal de financement des entreprises, et de l'activité économique, était le recours aux crédits bancaires. La signature de l'Acte unique en 1986 et la préparation du passage à l'euro ont été concomitantes de la déréglementation du système financier et la montée du rôle et de la place des marchés financiers, de la Bourse, dans l'économie française.

En 2008, les sociétés non financières ont émis plus de 186 milliards d'euros de titres financiers. En comparaison, elles ont obtenu 161 milliards de crédits nouveaux, mais elles ont aussi remboursé 117 milliards de crédits anciens.

Ces entreprises ont acquis 174 milliards de titres financiers. Toutefois, contrairement au cas des crédits, il serait erroné de soustraire ces acquisitions de titres des émissions de titres, car les deux opérations peuvent être de nature différente. Si les émissions de titres visent à rassembler des fonds et à couvrir un besoin de financement, les acquisitions pourraient avoir une visée financière avec comme objectif, l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise (voir le point suivant).

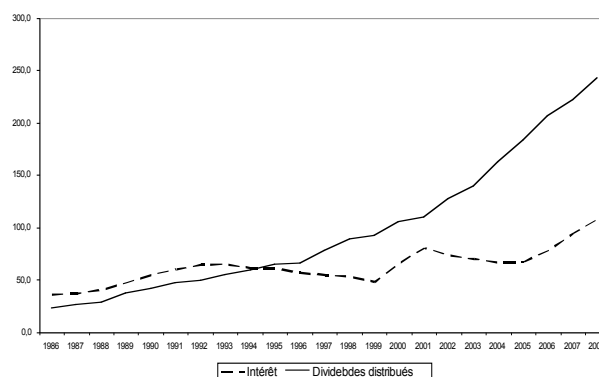
Effectivement, l'un des problèmes auxquels on est confronté, c'est l'acquisition des titres financiers grâce aux crédits bancaires, alors que ces crédits sont, par principe, censés financer le développement de l'appareil productif.

Les partisans du développement des marchés financiers prétendent que ce mode de financement permet de réduire le coût de financement des entreprises. Plus précisément, selon eux, les fonds propres seraient moins coûteux que les crédits bancaires.

Contrairement à cette affirmation, le développement des marchés financiers a produit et renchérit le coût global de financement des entreprises. Les économies réalisées sur les charges d'intérêt ont été utilisées pour mieux rémunérer les actionnaires.

Le développement des marchés financiers n'a été bénéfique ni à l'emploi, ni aux salaires ni à l'investissement productif.

Intérêts et dividendes versés



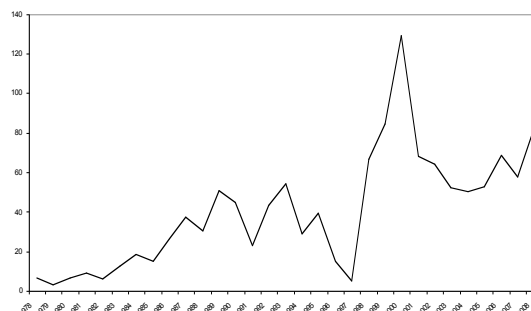
## Les investissements financiers sont toujours dynamiques

Par investissement financier, on entend ici les fonds utilisés pour acquérir des actifs financiers, c'est-à-dire principalement des actions et des obligations.

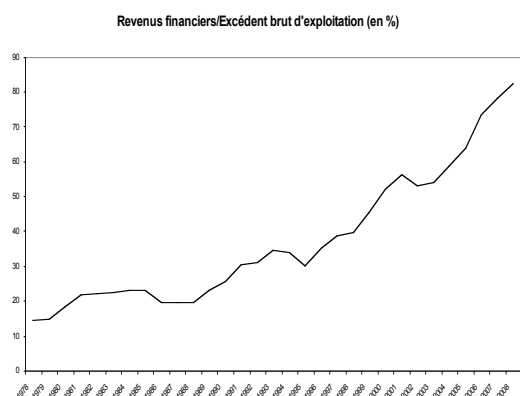
Certes, l'acquisition des actifs financiers n'obéit pas toujours à une logique purement financière visant à améliorer la rentabilité immédiate de l'entreprise. Mais la hausse considérable de ce type d'investissement par rapport à l'investissement productif est incontestablement un signe de la financiarisation des entreprises.

La forte hausse des investissements financiers signifie que les entreprises ont donné la priorité à la rentabilité immédiate en utilisant les fonds disponibles pour acquérir des actifs financiers jugés plus rentables à court terme. Elles l'ont fait au détriment du potentiel productif de l'entreprise, aux dépens du développement des capacités humaines et de l'investissement productif.

Investissement financier/Investissement productif (en %)



Un indicateur de cette financiarisation des entreprises est bien la hausse des revenus issus de la détention des actifs financiers (revenus financiers) par rapport aux revenus issus de l'activité productive (excédent brut d'exploitation ou EBE). Le ratio revenu financier/EBE est en constante hausse. Les revenus financiers équivalent à présent à 90 % de l'excédent brut d'exploitation.



Récapitulons : en 2008, les entreprises industrielles et de services disposaient de 750 milliards de fonds. Comme les années précédentes, elles ont donné la priorité à la rémunération des actionnaires aux dépens de l'emploi, des salaires et de l'investissement productif.

Cette situation ne peut pas perdurer ; Pour sortir de la crise, il faut utiliser ces fonds pour augmenter l'emploi et les salaires et l'investissement productif.

## Conclusion

Contrairement à ce que prétend le gouvernement, pour le monde du travail, la reprise tarde à se concrétiser. La situation se détériore en ce qui concerne l'emploi, le salaire et le pouvoir d'achat. Les plans de licenciements risquent hélas d'être encore devant nous.

Dans de telles conditions, il est indispensable de mettre en place une sécurité sociale professionnelle pour protéger les travailleurs, comme le revendique la Cgt.

Si la puissance publique a une responsabilité certaine pour créer les conditions de sortie de la crise, les entreprises ont aussi leur propre responsabilité. C'est dans l'entreprise que l'activité économique se concrétise, que les investissements sont réalisés, que les emplois sont créés ou supprimés, que les salaires et les conditions de travail sont déterminés, que certains droits sont respectés ou non.

Il est donc indispensable de revoir la stratégie des entreprises. Il s'agit en particulier de donner aux salariés et à leurs représentants les moyens d'intervenir pour peser sur les choix stratégiques de telle sorte que l'usage des fonds favorise l'emploi, la formation, les salaires, la recherche et l'innovation, bref qu'il renforce le potentiel productif du pays.▮

**Tableau 8 - Ressources financières des entreprises en 2008**

Synthèse, montants en milliards d'euros

1	<b>Valeur ajoutée</b>	<b>992</b>
2	Salaires et traitements bruts	489
3	Cotisations sociales des employeurs	146
4=2+3	masse salariale	635
5=1-4	<b>Profit brut</b>	<b>357</b>
6	Impôts nets de subventions et transferts	109
7=5-6	<b>Revenu dégagé de la production net d'impôts, transferts et subventions</b>	<b>248</b>
8	revenus financiers	255
9	intérêt versés	109
10	Revenus distribués (principalement dividendes)	242
11	Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers	5
12	Revenus des terrains et gisements	3
13=9+10+11+12	prélèvements financiers	359
14	<b>Ce qui reste dans l'entreprise pour investir (autofinancement)</b>	<b>143</b>
15	Investissement productif (Formation brute de capital fixe)	212
16	Variations de stock	3
17=14-15-16	<b>Besoin de financement</b>	<b>-71</b>
18=19+20+21	<b>Appel aux financements externes pour couvrir le besoin financement</b>	
19 = 20+21	Crédits nets (nouveaux crédits moins remboursements)	44
20	Crédits nouveaux	161
21	Remboursement des crédits	117
22	Titres (actions et autres, émissions nettes d'achat et ventes des titres émis par tiers)	13
23	Autres sources	14

Le Centre Confédéral d'Etudes Economiques et Sociales (CCEES) de la Cgt a pour objectif de contribuer à l'approfondissement de la connaissance des problèmes économiques et sociaux et à l'élaboration de propositions aidant le mouvement syndical dans sa démarche pour assurer un développement économique et social durable, un plein emploi solidaire, une sécurité sociale professionnelle. Il a aussi pour but de diffuser et rendre accessible l'information économique et sociale pour les militants syndicaux.

Les travaux du Centre sont publiés sous forme de Notes économiques, ouvrages pédagogiques et dans la revue *Analyses et Documents Economiques*.

Publiées mensuellement, les Notes économiques visent à expliquer les articulations entre les thèmes d'actualité économique et sociale et les enjeux structurels. Elles ont surtout une visée pédagogique.

### **Derniers numéros parus**

*n°127 Des budgets successifs qui enfoncent notre pays dans la crise et aggravent des inégalités déjà considérables*

*n° 126 Le partage de la valeur ajoutée, un enjeu revendicatif (à propos du Rapport Cotis)*

*n° 125 La rémunération des dirigeants d'entreprises : quelles règles, quel critères ?*

*n° 124 Pour une « maison commune de la retraite » Comment garantir la retraite de chaque salarié*

*n° 123 Cinq priorités pour une politique industrielle*

*n° 122 Face aux contradictions des plans gouvernementaux. Quelle politique de relance faut-il mettre en œuvre ?*

*n° 121 Les rivalités monétaires internationales, quels liens avec la crise financière ?*

*n° 120 Récession sociale et récession économique. Quels liens ? Quelles réponses ?*

*n° 119 Les fonds souverains : questions pour une démarche syndicale*

*n° 118 Qui sont les perdants et les gagnants de la flambée du prix du pétrole ?*

*n° 117 Une nouvelle étape de l'intervention pour les services publics en Europe*

*n° 116 Société générale : premières leçons d'une crise*